

[Traduction]

M. Woolliams: J'apprécie la réponse complète du ministre. J'aurais une autre petite question à poser, monsieur l'Orateur. Y a-t-il eu un rapport psychiatrique approuvant la libération de M. Head, à qui l'on avait imposé une peine indéterminée et qu'on avait déclaré maniaque sexuel «dangereux», avant sa libération temporaire vu que la Commission des libérations conditionnelles avait refusé sa libération?

[Français]

L'hon. M. Goyer: Monsieur le président, je dois dire que le détenu dont il s'agit a eu 94 interviews, sur une période de cinq ans, avec divers psychiatres. C'est donc dire qu'il s'agit d'un détenu soumis à un traitement intensif au sein de notre ministère.

[Traduction]

M. Woolliams: J'aurais une autre question, monsieur l'Orateur. La personne en question a-t-elle refusé de se laisser interviewer par un psychiatre, et est-ce pour cela que la Commission des libérations conditionnelles a refusé de la relâcher? Comment le ministre peut-il justifier cette entrevue de 90 minutes à laquelle il a fait allusion puisque la Commission a refusé de le libérer?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Il s'agit là manifestement d'une discussion.

M. Woolliams: A 10 heures, monsieur l'Orateur.

* * *

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'ACCROISSEMENT DES MÉCANISMES DE CONSULTATION—LE MÉMOIRE DES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC—LE RÉTABLISSEMENT DU SECRÉTARIAT PERMANENT

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

La semaine dernière, lors de leur congrès annuel, les délégués des Chambres de commerce ont remis au premier ministre Bourassa une résolution lui demandant de mettre sur pied des mécanismes de consultation avec le gouvernement fédéral, et M. Bourassa répondait qu'il jugeait essentiel d'accroître les mécanismes de consultation avec Ottawa...

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble qu'il serait possible à l'honorable député de poser une question sans la faire précéder d'un si long préambule.

M. La Salle: Monsieur le président, étant donné que le premier ministre du Québec déclare qu'il juge essentiel d'accroître les mécanismes de consultation avec Ottawa, afin d'éviter les tensions inutiles au sein du fédéralisme, le très honorable premier ministre pourrait-il dire s'il est disposé à favoriser la mise sur pied de tels mécanismes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, des mécanismes de consultation existent et ils sont fort utilisés en ce qui concerne les relations entre le gouvernement fédéral et toutes les provinces. Je serais disposé, si les Chambres de commerce s'y intéressaient, à leur indiquer le nombre de mécanismes de consultation qui existent déjà. Je pense qu'on verrait par le dossier que

[L'hon. M. Goyer.]

nous en avons établi davantage qu'aucun autre gouvernement antérieur.

M. La Salle: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que la province de Québec a fait connaître ses désirs quant à la réouverture des négociations constitutionnelles, le très honorable premier ministre est-il en mesure de dire s'il a l'intention de faire revivre le secrétariat permanent responsable des conférences fédérales-provinciales?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur le président, le secrétariat existe toujours. Seulement, on a réduit le nombre de son personnel. Si la province de Québec veut effectivement soumettre des propositions précises en vue de rouvrir ce débat et convoquer de nouveau les conférences fédérales-provinciales, nous considérerons la chose.

* * *

• (1450)

L'AGRICULTURE

BÉTAIL—LES PERTES EN COURS DE TRANSPORT—LES MESURES ENVISAGÉES

[Traduction]

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Elle concerne la réunion qui s'est tenue vendredi dernier entre la Windsor Humane Society, des représentants des compagnies de chemin de fer et des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, en vue de déterminer les progrès réalisés sur le plan des nouvelles méthodes d'expédition du bétail de l'Ouest à l'Est du Canada, qui éviteront de graves pertes comme celles qui se sont produites l'automne dernier. Le ministre pense-t-il que la situation sera améliorée à l'automne prochain?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Bien entendu, on ne peut jamais prévoir exactement le temps qu'il fera l'hiver prochain. L'année dernière, il y a eu une série de circonstances malheureuses, c'est-à-dire le mauvais temps, les difficultés que posait le passage des wagons par certaines gares de chemin de fer, etc. Nous espérons pouvoir éviter tous ces problèmes.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

LES DIFFICULTÉS SUR LA LIGNE SUDBURY-CHAPLEAU

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. A-t-il tenu des discussions avec la Commission canadienne des transports et le CP au sujet des problèmes qui se sont posés lors de l'envoi de marchandises de Sudbury à Chapleau dans des secteurs desservis uniquement par le CP?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Si le député veut parler de la question dont nous avons discuté l'autre jour, je voudrais lui dire que je le remercie de sa lettre, qui m'est parvenue pendant la fin de semaine. Je l'ai transmise à la Commission canadienne des transports en même temps qu'une demande d'un rapport complet que je transmettrai par la suite au député.